

À Toulouse, la culture boit le bouillon

Écoles d'art, centres culturels, théâtres indépendants... tout un écosystème toulousain est mis sous tension à cause de coupes budgétaires. Ces baisses sont plus modestes que dans d'autres territoires en France. Mais les luttes sont vives et le malaise, manifeste.

[Ludovic Lamant](#)

15 juin 2025 à 12h09

ToulouseToulouse (Haute-Garonne).— Installé dans une ancienne usine de bobines électriques, le BBB reçoit une centaine de personnes pour le vernissage d'une exposition de l'artiste [Néphéli Barbas](#), qui présente plusieurs constructions futuristes. Mais c'est peut-être le dernier vernissage de ce centre d'art, référence de la création à Toulouse. « *Les temps sont durs, on ne va plus s'en cacher* », résume au micro mercredi 4 juin Léa Besson, codirectrice du lieu, situé à l'entrée du quartier nord de Borderouge. Et de féliciter son équipe, parvenue à « *inaugurer une magnifique exposition dans la tempête* ».

Non sans malice, l'artiste a réalisé des œuvres inspirées de la « Chapelle blanche », édifice imaginé à Toulouse par un sculpteur du XX^e siècle, Henri-Georges Adam, qui devait héberger une fondation d'art qui n'a jamais vu le jour. Des histoires d'« *utopies bancales, fracassées* », résume le carton de l'exposition.

Le BBB est confronté à un doublement de son loyer sur trois ans, et à un recul des subventions publiques (région, département et ville). En tout, c'est l'équivalent d'une perte de 80 000 euros par an, estime l'équipe. De quoi mettre en péril le lieu fondé il y a trente-deux ans.



Rassemblement contre les coupes dans la culture et les services publics devant l'hôtel de ville de Toulouse, le Capitole, le 27 mars 2025. © Photo Alain Pitton / NurPhoto via AFP

Le BBB n'est pas un cas isolé à Toulouse. Écoles d'art, centres culturels, lieux d'art et théâtres indépendants : tout un écosystème de la culture se sent menacé, dans cette ville qui [dispute à Lyon](#) (Rhône) le statut de troisième ville de France. *« Il y a une dizaine d'années, je voyais Toulouse comme un endroit hyper dynamique, des choses partout, un mélange précieux de lieux alternatifs et de grosses structures. Désormais, cette ébullition est en train de partir en fumée »*, avance Maëlys Girasole, une jeune metteuse en scène du collectif [Cultures en lutte 31](#).

Négociations opaques

À Toulouse, il n'y a pas eu d'annonces de coupes brutales et globales, comme ce fut le cas dans les Pays de la Loire [en octobre](#) (100 millions de dépenses en moins) ou dans l'Hérault (qui a décrété une *« année blanche »* pour la culture). L'équipe municipale s'y est prise autrement. Lors d'un conseil municipal en novembre 2024, la majorité de Jean-Luc Moudenc (droite) a décidé un gel de 40 % de l'enveloppe des subventions aux associations culturelles sur l'année à venir, en attendant d'y voir plus clair sur les coupes imposées aux collectivités locales par l'exécutif à Paris.

Depuis, tout le monde spéculé sur la part de ces 40 %, qui sera tout de même, effectivement, versée. Auprès de Mediapart, l'adjoint à la culture, Francis Grass, assure que le conseil municipal du 20 juin va acter d'une baisse définitive de 10 %. Plus de peur que de mal ? Faut-il y voir une première victoire des mobilisations depuis le début de l'année ? *« Nous n'avons jamais dit que nous allions baisser de 40 % nos subventions. On a simplement dit que nous versions un premier acompte de 60 %, en attendant de voir à quelle sauce nous serions mangés [par les gouvernements de Michel Barnier, puis de François Bayrou, au niveau national – ndlr] »*, insiste l' élu.

Il y a clairement eu un choix politique, non assumé, de s'attaquer au secteur culturel.

Antoine Maurice, le chef de file des écologistes à Toulouse

Le budget pour la culture cette année devrait s'établir à 144,5 millions d'euros, contre 148,6 l'an dernier (en cumulant ville et métropole). Francis Grass se veut rassurant : *« Il est hors de question de faire à Toulouse ce qu'ont fait les Pays de la Loire ! La situation est beaucoup plus douce. J'entends bien qu'il y a quelques structures qui parlent de mettre la clé sous la porte. Mais je crois surtout que certains crient avant d'avoir mal. Nous menons un travail extrêmement fin pour essayer de maintenir l'offre, sans trop dégrader. »*

Mais cette manière de faire en a agacé plus d'un·e : à défaut d'annonces globales sur les coupes, tout s'est déroulé lors de négociations opaques entre la mairie et chaque structure. *« Les annonces ont été très parcellaires sur la culture, et il est difficile d'avoir une vue d'ensemble, »* avance Claire Hugonnet, à la tête d'[Air de Midi](#), un réseau de quarante-six structures dans toute l'Occitanie, dont une dizaine de lieux d'art à Toulouse. *C'est sans doute intelligent de la part des autorités, parce qu'il est plus difficile de prendre conscience de la gravité de la situation, d'enclencher une mobilisation forte. »*

« Il y a clairement eu un choix politique, non assumé, de s'attaquer au secteur culturel, » avance de son côté Antoine Maurice, le chef de file des écologistes à Toulouse. *Même si les baisses sont moins importantes que redouté, beaucoup de structures, plongées dans l'incertitude, ont dû prendre des décisions douloureuses, couper dans leur programmation. »*

Les bibliothèques menacées

C'est le cas, par exemple, au [Lieu-Commun](#), ce centre d'art et de formation, le plus important géré par des artistes à Toulouse, sis dans une ancienne chemiserie du quartier populaire de Bonnefoy : « *Par le passé, il nous est arrivé de faire six expos par an. Ce qui voulait dire une trentaine d'artistes rémunérés. Cette année, la première expo a été retardée puis annulée. On vient d'ouvrir la deuxième. Ce sont les artistes qui en souffrent en bout de course* », explique Manuel Pomar, cofondateur du lieu.

Depuis le début de l'année, les métiers de la culture toulousaine, plongés dans l'incertitude, se sont mobilisés comme jamais. Les bibliothèques et les centres culturels, qui dépendent directement de la mairie, ont lancé la vague, après avoir subi des coupes de plus de 60 % dans leurs frais de fonctionnement sur l'année en cours (notamment pour organiser des conférences et des expositions, dans les bibliothèques).

« *Les annonces ont d'abord touché les agents contractuels [environ 25 personnes sur 325 travaillant dans les bibliothèques toulousaines – ndlr], des CDD qui venaient occuper des postes laissés sans titulaires, et qui ne seront plus sollicités pour travailler dans les mois à venir. Brutalement, depuis le 1^{er} janvier dernier, il y a des “trous” partout* », explique Nicolas Rebier, lui-même agent de bibliothèque, à la CGT mairie de Toulouse. Beaucoup redoutent la fermeture de certaines bibliothèques de la ville, faute d'effectifs.

La nature de l'attaque n'est plus la même.

Jérôme Dupeyrat, enseignant en histoire de l'art

Le 13 février, une réunion organisée à la Bourse du travail pose les bases d'un mouvement en commun avec d'autres secteurs de la culture : « *Ça a marqué le déclenchement d'une dynamique unitaire* », assure Nicolas Rebier. Le 27 mars, plus de six cents militant·es [se sont retrouvés](#) à l'extérieur du Capitole, pour dénoncer les coupes, tandis que des activistes infiltrés [parvenaient à interrompre](#) le conseil municipal qui se tenait le même jour, grâce au déclenchement d'un fumigène.

Le 5 avril, des artistes ont proposé des [« œuvres manifestées »](#) pour alerter sur la précarité de leur métier, chacun·e défilant avec l'une de ses créations dans les bras. Depuis, la mobilisation s'est un peu tassée.



Manuel Pomar, cofondateur du Lieu-Commun (à gauche), et Stéphane Gil, codirecteur du Centre dramatique national (à droite). © Photos Ludovic Lamant / Mediapart

La baisse des budgets de la culture n'est pas nouvelle en Occitanie. Mais pour Jérôme Dupeyrat, enseignant en histoire de l'art à l'école des beaux-arts de Toulouse, l'isdaT, et membre du collectif des Travailleur·euses de l'art, *« la nature de l'attaque n'est plus la même, parce que les montants annoncés remettent en cause la viabilité de nombreuses structures »*. Il ajoute : *« 5 % en moins, il faut se serrer la ceinture, racler les fonds de tiroir. Mais 10, 20, 30 % de moins, cela signifie que des structures n'existeront plus. »*

Même la Cinémathèque de Toulouse, haut lieu de la cinéphilie en France qu'on imaginait épargné, s'est fendue d'une lettre d'information inquiète en mai : *« Cette crise très dure [...] fragilisera beaucoup de lieux, dont certains ne se relèveront pas. Bien qu'affaiblie, [la Cinémathèque] trouvera encore cette fois la capacité de faire face, en faisant des efforts et en s'adaptant, mais jusqu'à quand ? »*

Des théâtres fragilisés

Les coupes décidées par la ville de Toulouse ne sont pas les plus spectaculaires. Mais elles s'ajoutent presque à tous les coups à celles décidées à d'autres échelles du territoire. Au théâtre de la Cité, l'une des grandes scènes de la ville, le directeur artistique, Galin Stoev, [vient d'annoncer](#) qu'il quittait ses fonctions avec un an et demi d'avance, à cause du rétrécissement de son budget.

La mairie conteste les raisons du départ du metteur en scène bulgare, en poste depuis 2018. Mais l'autre codirecteur de ce centre dramatique national, Stéphane Gil, résume, auprès de Mediapart : *« Nous en sommes à 450 000 euros de baisse, sur l'exercice 2025, si l'on cumule les réductions du département, de la région et de la métropole, sur un budget d'environ 7,5 millions d'euros. Galin a jugé qu'il n'avait plus les moyens de mener à bien son projet. »*

Les salles ont de moins en moins de moyens financiers pour pouvoir favoriser la prise de risque, elles privilégient des gens qu'elles connaissent déjà.

Maëlys Girasole, metteuse en scène

Pour Stéphane Gil, ce n'est pas tant le volume des coupes que la manière brutale dont elles sont annoncées qui pose problème : *« Quand vous voyez que l'industrie, la métallurgie ou l'habillement connaissent de grandes difficultés, le secteur culturel s'insère lui aussi, à sa manière, dans cette économie globale, qui ne va pas bien. Je peux comprendre que tout le monde doive participer à l'“effort de guerre”. Mais quand le département [de Haute-Garonne, présidé par le PS – ndlr] me prévient du jour au lendemain d'une coupe de près de 200 000 euros sur l'exercice en cours, je n'ai pas le temps de me retourner, de m'organiser pour encaisser le choc. »*

À l'autre bout de la chaîne, la dizaine de scènes indépendantes, du [Grand Rond](#) au [Hangar](#), sont confrontées à des équations encore plus délicates. Installé au fond d'une cour du quartier de Bonnefoy, à deux pas des voies ferrées et de la gare de Toulouse-Matabiau, le Hangar, doté d'une petite salle d'une cinquantaine de sièges et de locaux pour des résidences, est dans l'incertitude totale. Le lieu a appris en 2018 que le pâté de maisons où il se situe allait être entièrement démoli. Au profit d'un projet immobilier pour des logements à proximité de la gare, le [Grand Matabiau quais d'Oc](#).

« Nous avons d'abord pensé que c'était une chance, parce que nos locaux sont trop petits, que l'activité déborde, entre les résidences et les formations, et que l'on a besoin de plus de place », explique Didier Roux. Mais le cofondateur du lieu, 53 ans, a déchanté : *« Pendant cinq ans, il ne s'est rien passé, les réunions étaient une perte de temps. Puis la mairie a fini par nous proposer, en 2024, trois lieux, qui tous s'avèrent beaucoup trop onéreux pour nous, en raison des travaux qu'il faudrait y faire. »*

L'intéressé résume : *« Les services municipaux cherchent vraiment des solutions. Mais il n'y a aucune volonté politique. »* L'équipe du Hangar était censée quitter les lieux en janvier 2025. Faute de nouvelle adresse, elle continue de travailler sur place, dans une ambiance inquiète, dans un quartier par ailleurs déserté par le reste de ses habitants. *« Une partie de l'équipe a préféré partir. Et l'on ne peut s'engager à rien avec des compagnies, alors que l'on ne sait pas où on sera dans six mois. »*



Lors de la manifestation « Œuvres manifestées » des artistes et travailleurs de l'art à Toulouse, le 5 avril 2025. © Photo Pat Batard / Hans Lucas via AFP

Si ces scènes sont précieuses, c'est qu'elles servent souvent de tour de chauffe pour les artistes émergent·es, sur le chemin de plus grands théâtres. « *Les salles ont de moins en moins de moyens financiers pour pouvoir favoriser la prise de risque, elles privilégient des gens qu'elles connaissent déjà* », regrette la metteuse en scène Maëlys Girasole.

« *Il y a d'un côté les lieux auxquels nous n'avons pas accès, les théâtres nationaux par exemple. Et de l'autre, on essaie de trouver notre place dans ces lieux censés laisser place à l'émergence, mais qui, en gros, ne peuvent répondre positivement qu'à 10 % des propositions. C'est la guerre !* », déplore le comédien et metteur en scène Julien David, syndicaliste CGT en Occitanie.

Des centres culturels sous tension

La critique revient en boucle du côté des adversaires de la mairie : Jean-Luc Moudenc n'aimerait que la culture vitrine, celle des grands noms déjà très installés, de Bigflo et Oli aux [machines](#) géantes inventées par François Delarozière (ex-Royal de Luxe). Le dernier spectacle de ces machines, pendant trois jours dans les rues de Toulouse, fin octobre, a bénéficié d'une [aide](#) de plus de 4 millions d'euros de la métropole.

« *Jean-Luc Moudenc aime ce qui brille, mais il faut très peu de chose pour visibiliser de jeunes artistes et aider des collectifs à se développer* », tranche François Piquemal, député de La France insoumise (LFI) et probable candidat à la mairie en 2026.

À lire aussi

[À Toulouse, le député insoumis François Piquemal part à l'assaut du Capitole](#)

3 février 2025

« Cela fait dix ans que Jean-Luc Moudenc s'assoit sur la culture, juge Pierre Cohen, l'ancien maire socialiste de la ville (2008-2014). C'est quelqu'un qui a arrêté les grands projets que l'on avait lancés, par exemple la Maison de l'image au Mirail. Qui a vendu au secteur immobilier des endroits qui étaient des symboles de la politique culturelle de proximité. Son mépris pour les gens de la culture est flagrant. Dans ce contexte, cette histoire de financement en fin d'année dernière n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. »

Bien avant les coupes de 2025, les signes avant-coureurs se multipliaient. Le malaise est ancien. La [fermeture](#) du centre culturel autogéré Mix'art Myrys par arrêté municipal en 2021, haut lieu de fêtes et de spectacles, a marqué les esprits. Tout comme celle de l'espace municipal de la Croix-Baragnon, tout à la fois galerie et salle de spectacle, [revendu par la mairie](#) en 2016.

Autre point dur, signalé par Claire Hugonnet, d'Air de Midi : *« L'une des problématiques pour les plasticiens et plasticiennes à Toulouse est le manque d'espaces. Les prix du marché sont devenus insoutenables, en tout cas pour des structures culturelles fragiles. La métropole ne présente pas de solutions, par exemple des espaces réservés à des ateliers comme c'est le cas dans d'autres métropoles. »*

Depuis la majorité municipale, Francis Grass réfute ce constat sombre et cite quelques manifestations phares des dernières années, pour prouver l'engagement culturel de la ville. Il cite tout à la fois le succès populaire des expositions Niki de Saint Phalle (2023) et Giacometti (2024) aux Abattoirs, le [prêt](#) exceptionnel de *La Dame à la Licorne*, cycle de six tapisseries du musée parisien de Cluny au même musée toulousain en 2021, ou encore [Le Nouveau Printemps](#), manifestation qui vient de démarrer en fanfare sa nouvelle édition.

Le Nouveau Printemps, en forme

Dans ce contexte délicat pour la culture, le Nouveau Printemps de Toulouse, qui a connu de nombreuses mues et réinventions par le passé (y compris une forte baisse de ses subventions il y a trois ans), semble avoir trouvé son rythme de croisière. Après la designeuse Matali Crasset en 2023 et le cinéaste Alain Guiraudie en 2024, la manifestation, dotée d'un budget de 1 million d'euros, a invité cette année Kiddy Smile, figure du voguing et DJ, pour imaginer un parcours dans les rues du quartier Saint-Sernin.

Si les lieux investis sont très centraux, les œuvres, elles, cultivent le goût de la marge et l'art du décentrement, critiquant le legs toxique des empires coloniaux, restituant avec joie des identités sexuelles par-delà les normes. Parmi les incontournables, les créations textiles de Raphaël Barontini et les peintures de Roméo Mivekannin forment l'un des fils brûlants de cette édition.

Au sujet des mobilisations en cours, Anaëlle Bourguignon, déléguée générale du Nouveau Printemps, prévient : *« Nous n'allons pas nous plaindre aujourd'hui, puisque nous sommes quasiment l'une des seules structures qui n'a pas eu de baisse cette année. »* Et de préciser : *« Mais nous ne sommes pas une tour d'ivoire. Cela nous semble très important, pour*

continuer à faire notre travail, que l'écosystème soit sain, qu'il y ait des artistes et des ateliers, des galeries et des écoles d'art dignes d'une troisième ville de France. »

La manifestation, gratuite, dure jusqu'au 22 juin.

Mais la situation très fragile des treize [centres culturels](#) de Toulouse invite, là encore, à nuancer ce constat. Plusieurs salarié·es de centres différents ont décrit à Mediapart, sous le sceau de l'anonymat, des budgets de plus en plus serrés, et des postes non renouvelés en souffrance depuis des mois.

Rattaché au centre culturel Saint-Cyprien, le Pôle photographie, un autre lieu de référence pour la création locale, se dit, lui aussi, menacé. L'avenir de cet espace hybride, quasiment [unique](#) en France, qui revendique environ 250 usagers et usagères à l'année, est devenu l'une des luttes symboles du bras de fer en cours.

L'atelier mêle depuis quarante ans pratiques amatrices et professionnelles, en invitant de grands noms de la photographie à encadrer des « workshops ». Et ses intervenant·es ont découvert, dans l'appel d'offres publié il y a peu pour les quatre années à venir, une baisse drastique de leur volume d'heures. Six postes – à temps plein ou partiel – de photographes sont concernés.

L'une des pistes envisagées par l'exécutif local serait de renforcer l'appel à des associations, pour faire tourner le centre – au risque de renoncer à une certaine ambition qui avait fait sa marque. « *Nous allons réintégrer l'activité photographique différemment, en privilégiant des formats plus collectifs et plus accessibles, en étroite collaboration avec le tissu associatif local* », lit-on dans une réponse datée du 6 mai rédigée par Valérie Jacquet Violleau, adjointe au maire, à l'un des usagers de l'atelier, qui interpellait la mairie.

Les écoles en ligne de mire

Par-delà les discours rassurants de l'exécutif, une scène a illustré les tensions du moment : lors d'un vernissage d'une [exposition photo](#) du Château d'eau en avril, une photographe qui s'inquiétait de l'avenir de l'atelier s'est vu retirer le micro par l'adjoint au maire présent, Pierre Esplugas-Labatut. « *Vous êtes artiste invitée, ce n'est pas à vous à dire qui doit prendre la parole* », lui a expliqué l'élus, manifestement agacé.

Si le tour de vis budgétaire à Toulouse n'affiche pas une composante idéologique d'extrême droite, comme c'est le cas aux Pays de la Loire, la situation va bien au-delà d'une simple histoire de chiffres. « *De manière symptomatique, c'est la formation qui est attaquée*, insiste l'historien de l'art Jérôme Dupeyrat. *Tous les lieux de formation, initiale ou professionnelle, sont mis à mal. Dans la tête des décideurs, comme on ne va pas donner d'argent pour la culture avant un bon moment, ce n'est pas la peine de former des gens dans ce secteur-là.* » Dans des proportions diverses, l'isdaT (art et design), l'Ensav (cinéma) ou encore Muzic'All (comédie musicale), sont sous tension.

Une politique de réduction du nombre d'artistes se met en place.

Julien David, comédien et metteur en scène

Depuis l'automne 2024, le directeur intérimaire de l'isdaT, Alain Combres, chargé d'appliquer les trains d'austérité (nouvelle baisse de 10 % de la dotation municipale cette année), est un ancien patron du syndicat agricole [Coordination rurale](#) – sans compétence *a priori* dans le secteur culturel. Le collectif d'étudiant·es « isdaT en danger » réclame ainsi « *le recrutement d'une direction générale qualifiée dans le champ artistique et culturel* ». Depuis le théâtre, Julien David renchérit : « *On observe la mise en place d'une politique de réduction du nombre d'artistes.* »

Au-delà des mobilisations pour tenter de sauver des budgets, beaucoup réfléchissent au coup d'après. Mais les stratégies sont encore floues. Manuel Pomar, à la tête du Lieu-Commun, prévient : « *Ce n'est qu'un début. On sait pertinemment que les subventions culture vont continuer à baisser. Et avec le risque d'un pays qui bascule à l'extrême droite à la prochaine présidentielle, la culture sortira de toute façon pas renforcée.* »

Et de s'interroger : « *Alors on fait quoi ? On démissionne ? Non, parce qu'on croit en ce qu'on fait. Mais on doit s'adapter, comme d'habitude, pour survivre. Sans tomber dans la marchandisation.* » Sa réponse à lui s'intitule Flirt (Fabrique du lieu idéal Rencontres du territoire). Avec Air de Midi, BBB et la Maison de l'architecture Occitanie, il s'agirait d'imaginer un espace en commun, pour regrouper les forces de ces petites structures dans l'adversité.

Pour le bibliothécaire Léo Stella, à la CGT mairie de Toulouse, « *beaucoup de gens ont franchi le cap et se sont syndiqués ces derniers mois* ». Il insiste : « *Il y a des collègues sur qui je n'aurais pas misé 1 euro et qui, là, sont hyper "déter" et sont devenus moteurs... Nos luttes ont recréé des liens. La coordination des secteurs culturels, que l'on a mis plusieurs mois à organiser, est désormais en place. Ce sera crucial pour les rapports de force à la rentrée.* »

Dans la tête de beaucoup, bien sûr, les prochaines élections municipales, lors desquelles les programmes culturels des candidat·es seront scrutés de très près.

[Ludovic Lamant](#)